



Projet Mali centre pour la sécurité et le développement
Enquête de perception menée du 25 oct. au 8 nov. 2021

Gouvernance, développement et sécurité dans les régions de Bandiagara, Douentza, Mopti, San et Ségou

//// Restitution de l'enquête de terrain



SIPRI et POINT SUD
Financement Union européenne



PROJET MALI CENTRE

Méthodologie

Dans le cadre d'un projet financé par la délégation de l'Union européenne, le SIPRI et son partenaire POINT SUD mènent des enquêtes de perception auprès d'un échantillon représentatif de 1800 ménages dans les régions du centre du Mali.

Depuis 2019, les données sont collectées tous les trois mois dans 15 cercles, 60 communes et 120 villages par un réseau de 30 facilitateurs et facilitatrices. La 9^{ème} enquête a été réalisée du 25 octobre au 8 novembre 2021.



Éducation

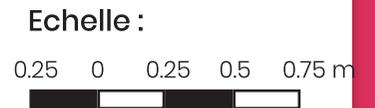
58% de l'échantillon est non alphabétisé et 20% a atteint le niveau fondamental 1^{er} cycle. 58% des enquêtés ont effectué leur scolarité à l'école fondamentale et 24% à l'école coranique.

Emploi / métiers

57% de l'échantillon est composé d'agriculteurs / maraîchers, 20% de ménagères et 8% de commerçants.

Localités d'enquête

/// Source : Décentralisation / cartographie du Mali, réalisée par O. Dembélé, coordinateur Technique, Point Sud, 05.10.2021



La gouvernance

L'enquête a coïncidé avec un déploiement de nouvelles autorités dans les régions, préfets et sous-préfets, à la suite des nominations intervenues en conseil des Ministres le 8 septembre 2021.

Présence des acteurs et institutions

La présence des autorités et agents de l'État varie avec le niveau d'insécurité

- Les maires, préfets et sous-préfets sont généralement présents mais certains sont contraints de résider hors de leur lieu de fonction en particulier dans les cercles de Mopti, Bankass et Tenenkou.
- Toutes les autorités du cercle de Youwarou sont repliées à Mopti
- Les personnels de l'éducation et de la santé sont majoritairement présents

Niveau de satisfaction

Plus l'insécurité est grande, plus l'insatisfaction envers les représentants de l'État est élevée et plus le sentiment d'abandon des populations – surtout rurales – est fort, **en particulier dans les cercles de Djenné, Mopti, Niono, Ténenkou.**

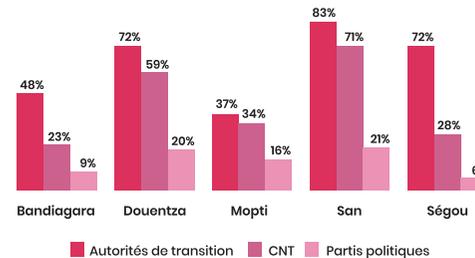
Les autorités traditionnelles et coutumières, chefs de village/quartier et chefs religieux assurent la gestion quotidienne des communautés.

Niveau de confiance

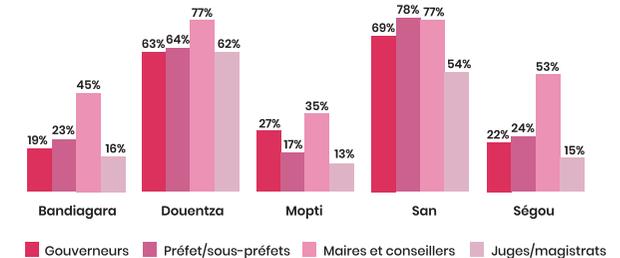


MALI Au niveau national, la confiance dans les acteurs de transition est majoritairement bonne (57%)

Confiance accordée aux institutions politiques



Confiance accordée aux autorités locales



Accès aux services



- La satisfaction envers les services est généralement bonne sauf pour l'électricité
- En zones rurales, la plupart des services sont disponibles à moins d'une journée de voyage
- Les cercles de Bankass, Douentza et Niono sont les moins bien pourvus
- Manifestations à Mopti pour demander le départ du directeur général d'Électricité du Mali (EDM)

Les villes sont mieux pourvues en services tandis que les zones rurales paient le prix de l'insécurité avec des agents qui se déplacent de moins en moins sur le terrain notamment dans les cercles de Koro et Tenenkou. Les services auxquels les populations ont le plus recours sont par ordre d'importance : le centre de santé, le point d'eau, la chefferie de village/quartier, l'école fondamentale et la mairie. Seuls 11% des enquêtés disent avoir été sollicités pour payer un impôt au cours des 3 derniers mois.

Justice

57% considèrent le système coutumier comme étant le plus impartial

29% le système religieux

11% le système étatique

La justice peut également être rendue par les dozos ou les groupes armés non étatiques.



En cas de conflit mineur ou de crime grave ou de conflit lié aux ressources naturelles, les populations se tournent en priorité vers le chef de quartier/village et les autorités traditionnelles.

Le développement

L'enquête a été menée après la saison des pluies qui n'a pas été bonne (mauvaise pluviométrie et arrêt précoce des pluies). Face aux récoltes insuffisantes, l'insécurité alimentaire inquiète les populations et le prix des denrées alimentaires a augmenté.

Les activités économiques



74%
des revenus des ménages provient de l'**agriculture**



7% de l'**élevage**
3% de la **pêche**
3% de l'**artisanat**

// Agriculture

88% des ménages enquêtés pratiquent l'agriculture, qu'ils habitent en zone rurale (**93%**) ou en zone urbaine (**66%**). La production suffit "partiellement" (**59%**) ou "pas du tout" à couvrir les besoins de la famille.

// Élevage

La grande majorité des ménages (**79%**) possèdent des animaux que ce soit en zone rurale (**83%**) ou en zone urbaine (**78%**).

// Principal problème lié à la pratique de l'agriculture



■ Climat ■ Insécurité, conflit
■ Manque d'intrants
■ 3 raisons ci-dessus à valeur égale

// Principal problème lié à la pratique de l'élevage



■ Problème d'accès à l'alimentation
■ Vol récurrent du bétail
■ Insécurité, problème accès à l'alimentation
■ Vol, conflit, accès eau/champs, climat

Commerce // Pêche

La principale utilisation des produits de la pêche est la nourriture pour la famille (**59%**).

Le manque de poisson est un problème majeur, ce qui entraîne une augmentation des prix.

C'est une activité très contrôlée par les djihadistes qui imposent dans certaines localités des heures de pêche et l'interdisent dans certaines zones, en particulier celles proches de leurs bases.

La pratique du commerce se maintient mais elle est plus difficile dans les cercles où l'insécurité est la plus forte (Bankass, Douentza, Koro, Niono et Baraouéli). L'insécurité est la principale contrainte (**47%**) suivie par le mauvais état des routes (**31%**).



// Accès au marché

■ Accès très difficile
■ Accès un peu difficile
■ Accès facile



// Difficulté, contrainte principale

■ Mauvais état des routes
■ Certains marchés n'ont plus lieu
■ Insécurité
■ Peur de se déplacer
■ Pas de contrainte

79% des ménages affirment que leur source principale de revenus a été affectée par l'insécurité, plus encore en zone urbaine (**97%**) qu'en zone rurale (**75%**). Les prix des produits suivants sont parmi ceux qui ont le plus augmenté entre juin et octobre 2021 : huile (+85%), sucre (+27%), riz (+21%).



Les activités sociales

Baptêmes, mariages, funérailles et activités collectives de récoltes se poursuivent mais le nombre de personnes est plus limité et les rassemblements interdits dans des zones sous contrôle de groupes djihadistes. Face au manque d'opportunités économiques, les jeunes hommes partent travailler dans les mines d'orpaillage au Mali et dans la sous-région et reviennent pour l'hivernage.

Signatures de pactes

La signature de pactes entre les communautés, ou entre les communautés et des groupes armés se fait au détriment de l'État. Les conditions des pactes ne sont pas toujours respectées et les communes qui refusent de signer subissent des mesures de rétorsion. Les cercles qui accueillent le plus de personnes déplacées internes sont directement menacés par les GANE.



// Confiance dans les membres de ma famille



// Confiance dans les membres de ma communauté



// Confiance dans les membres d'autres communautés

■ Améliorée
■ N'a pas changé
■ Détériorée
■ N'a pas changé (37,5%) et améliorée (37,5%)



Éducation (6-18 ans) et santé (+)

Près de la moitié des enquêtés disent scolariser « certains de leurs enfants » (**49%**) contre **15%** qui disent les scolariser tous et **11%** qui n'en scolarisent aucun. **Les filles et les garçons sont scolarisés dans les mêmes proportions. Les enfants continuent d'être vaccinés.** En cas de maladie, les populations se rendent d'abord au CSCOM, en zone rurale comme en zone urbaine, ou au dispensaire. Le mauvais état des routes est mentionné comme une contrainte dans l'accès aux soins.

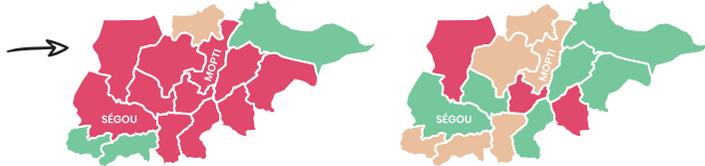
La sécurité

La vie quotidienne des populations du centre Mali est caractérisée par les braquages, les enlèvements d'agents, de commerçants, de jeunes hommes et du bétail.

Perception de la sécurité

// Situation sécuritaire au Mali

// Situation sécuritaire dans ma localité

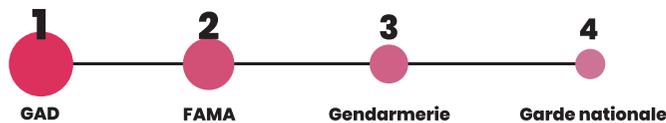


55% des enquêtés considèrent que la situation s'est détériorée, surtout dans les régions de Bandiagara, Mopti et San

■ S'est améliorée
■ N'a pas changé
■ S'est détériorée

Pourtant **83%** des enquêtés se disent « optimistes » avec des taux plus faibles dans les régions de San et Ségou qui ne sont pas les régions les plus touchées par l'insécurité.

Acteurs sécuritaires les plus présents



Les forces sont présentes en zones urbaines et sur les principaux axes routiers mais peu visibles dans les zones rurales.

Confiance envers les forces de sécurité

La confiance dans les Forces de sécurité est très forte :

+ de **85%** envers la garde nationale, FAMA et gendarmerie

78% envers la police

65% envers les GAD

Seulement **35%** dit avoir confiance dans la MINUSMA et **7%** dans les GANE. La confiance dans la MINUSMA est plus forte en zone rurale (**38%**) qu'en zone urbaine (**19%**) et chez les femmes (**44%**) plus que chez les hommes (**26%**).

Sauf dans la région de Mopti où **65%** des enquêtés disent ne pas leur faire confiance. C'est aussi la région où ils sont les plus présents.

Perception de l'insécurité

Les perceptions les plus négatives sont identifiées dans la région de Douentza avec des villages qui disent être sous la menace des dozos. Les populations sont soumises au paiement de taxes, enlèvement du bétail et redistribution de terres.

85% Des enquêtés jugent que les GANE représentent une source d'insécurité

Les principales raisons :

- Cibles potentielles des GANE (garde nationale, FAMA, gendarmerie, MINUSMA)
- Corruption (police)
- Comportement hors la loi (GAD)
- Violence arbitraire (GANE)

38% Pour la MINUSMA

36% Pour les GAD

-de **10%** Pour les forces de sécurité

Si certains villages passent des accords avec des groupes armés, ceux qui les refusent sont menacés. Le prix à payer pour la sécurité est souvent très élevé pour les villages qui doivent fournir hommes et matériels. Le refus de soutenir des GAD peut entraîner des sanctions contre la famille ou le village. Les hommes jeunes sont considérés comme la catégorie de population la plus à risque d'enrôlement ou de discrimination.

37% ne se dit « ni en danger ni en sécurité »

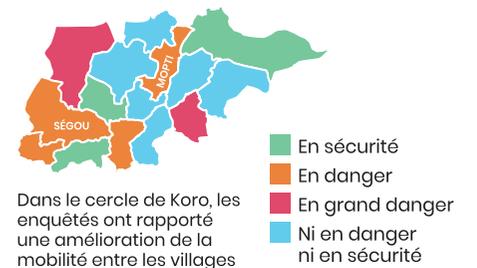
27% En danger

15% En grand danger

22% En sécurité

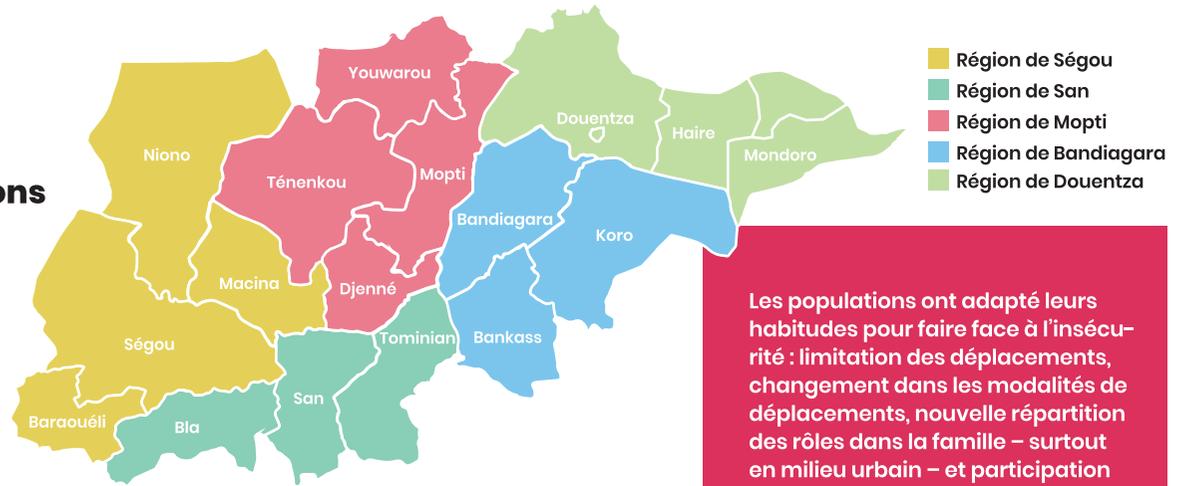
En dépit du racket et des violations, la présence des forces de défense et de sécurité rassure. Les habitants des zones urbaines se perçoivent plus en danger que les habitants des zones rurales, confrontés à des menaces plus diverses dont les agressions physiques et les VBG. Certains axes routiers sont très dangereux et l'insécurité sur les routes est une contrainte majeure notamment pour le commerce.

Comment évaluez-vous votre situation actuelle ?



Les principales menaces pour les populations

- La pauvreté et le chômage -> pour 97% des enquêtés
- L'insécurité alimentaire -> pour 96%
- La violence des GANE -> pour 51%
- Les agressions physiques -> pour 50%
- Les vols avec violence, les coupeurs de route -> pour 42%
- Les conflits entre agriculteurs et éleveurs -> pour 38%



Les populations ont adapté leurs habitudes pour faire face à l'insécurité : limitation des déplacements, changement dans les modalités de déplacements, nouvelle répartition des rôles dans la famille – surtout en milieu urbain – et participation ou soutien à un GAD.



Conclusion

- **Les autorités traditionnelles et coutumières et les autorités locales assurent la gestion quotidienne des communautés dans des conditions souvent difficiles**
- **Les zones rurales sont de plus en plus isolées les unes des autres, avec des villages sous le contrôle de GANE et des axes de plus en plus dangereux à pratiquer.** L'isolement et l'abandon sont aussi liés à la forte diminution des appuis extérieurs qui se font de plus en plus rares dans les localités où l'insécurité est la plus forte.
- **Les populations comptent d'abord sur leurs propres familles, premières sources d'information et premier recours en cas de problème.**
- **Au sortir d'une saison des pluies irrégulière et courte, l'insécurité alimentaire est l'inquiétude principale des familles.**

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité du Stockholm International Peace Research Institute et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne. © – 2022 – Stockholm International Peace Research Institute. Tous droits réservés. Licence octroyée à l'Union européenne sous conditions.

Pour toute information complémentaire : SahelandWestAfricaProgramme@sipri.org